



TDRs POUR LE RECRUTEMENT D'UN/E CONSULTANT/E NATIONAL POUR LA REALISATION D'UNE ETUDE SUR LES STEREOTYPES ET OBSTACLES SOCIOCULTURELS BASES SUR LE GENRE ET L'ELABORATION D'UN ARGUMENTAIRE

1. Contexte et justification

Dans le cadre du programme de prévention des conflits et de renforcement de l'unité nationale il est prévu de recruter un consultant pour la réalisation d'une étude sur les stéréotypes et obstacles socioculturels basés sur le genre et l'élaboration d'un argumentaire. Parmi les groupes vulnérables identifiés, (anciens esclaves et rapatriés) dans le cadre du programme, les femmes subissent ainsi une double discrimination, liée à leur qualité de membres de ces groupes, mais aussi à leur condition de femmes. Elles sont les premières victimes de conflits et restent peu impliquées dans leur prévention. Elles sont marginalisées au niveau des mécanismes de prise de décision traditionnels (conseils de tribu ou de famille, comités villageois) et modernes (Administration, justice, postes électifs, etc.).

Les femmes représentent 51 % de la population mauritanienne, et sont plus nombreuses que les hommes dans les sites de rapatriés et d'anciens esclaves. Si le statut de la femme diffère d'un milieu socioculturel à un autre, les frontières entre ethnies ont tendance à s'estomper. Environ 30% des chefs de ménage sont des femmes avec un indice de pauvreté trois fois plus élevé que chez les ménages dirigés par les hommes. Le taux de chômage féminin est de 44% contre 23,9 % pour les hommes selon l'EPCV 2008. Le déséquilibre du marché du travail au détriment des femmes s'explique en grande partie par leur moindre niveau d'éducation. En effet, le taux brut de scolarisation des filles qui est de 86,1% dans l'enseignement du premier degré passe à 28,4% (EPCV 2008) dans l'enseignement secondaire.

Le rôle de la femme dans la vie économique tend toutefois à s'élargir avec l'émergence rapide d'un entrepreneuriat féminin dans le secteur informel et un engagement croissant des femmes dans de petites activités de commerce. Par contre la faible représentativité des femmes au niveau des sphères de prise de décision politique et institutionnelle persiste et leur présence reste cantonnée aux mouvements associatifs féminins, notamment dans les coopératives, estimées à 1.274 en 1998, un chiffre en progression constante.

L'environnement juridique affectant la condition de la femme s'est renforcé avec la ratification, en 1999, de la Convention pour l'Élimination des Pratiques Discriminatoires à l'Égard des Femmes (CEDEF) « pour les parties non contraires à la shariah et conformes à la constitution » et l'adoption du Code du Statut Personnel (CSP) en juin 2001.

Il s'agit là d'un grand progrès, même si la capacité et la volonté de mettre en oeuvre les dispositions légales en vigueur sont en sensible décalage par rapport aux avancées qui ont été réalisées au niveau du cadre légal. Le faible statut socio-

économique des femmes constitue un fort handicap en matière d'accès à l'information et de capacité à revendiquer les droits. D'une manière plus générale, les dispositions légales nationales ou internationales sont faiblement mises en oeuvre, faute de moyens, de capacité et de volonté politique. Il existe fort peu de possibilités pour les femmes de faire valoir leurs droits, même quand elles les connaissent, faute notamment de structures d'accueil (à des fins d'écoute et de conseil) et de structures judiciaires accessibles et fonctionnelles. Enfin, il subsiste un certain nombre de dispositions légales (CSP) qui sont discriminatoires : gestion et transmission des biens ; caractère légal de la répudiation et de la polygamie.

Par ailleurs, diverses formes de violence à l'égard des femmes mauritaniennes subsistent, dont l'existence est désormais reconnue : l'excision demeure largement pratiquée (elle touche 72 % des femmes) ; le mariage précoce : 19 % des femmes ont été mariées avant l'âge de 15 ans et 43 % avant 18 ans, ce qui est l'un des facteurs majeurs favorisant l'abandon scolaire et les grossesses précoces sources de complications à l'accouchement ; le gavage : selon l'EDSM 2000 20 % des mères ont gavé leurs filles ou ont l'intention de le faire ; enfin les violences à caractère sexuel sont désormais reconnues. Toutes ces pratiques constituent des sources de conflits potentiels au sein des familles et des communautés.

L'on note encore avec préoccupation la **persistance d'attitudes patriarcales et de stéréotypes profondément ancrés** relatifs aux rôles et aux responsabilités des femmes et des hommes dans la famille et dans la société, dont témoignent les filières d'enseignement choisies par les femmes, la place de ces dernières sur le marché du travail, leur faible participation à la vie politique et publique et leur absence aux postes de direction.

Cette étude vise à l'analyse des stéréotypes et obstacles socioculturels auxquels font face les femmes et les hommes dans la société mauritanienne en tenant compte de la problématique spécifique des populations rapatriées et d'accueil et des anciens esclaves. Elle permettra d'améliorer la compréhension de ces facteurs sur des questions importantes liées entre autres au mariage et à sa dissolution, à la sexualité, au contrôle de la fécondité, à l'utilisation de la planification familiale, aux violences basées sur le genre (excision, gavage, mariage précoce, violences sexuelles), à la connaissance par les femmes de leurs droits en matière de santé de la reproduction, à l'accès et aux attitudes des prestataires des services (médecins, sages femmes etc.), à l'accès des femmes aux facteurs productifs...

Objectifs de l'étude :

- L'objectif général de cette étude socio anthropologique est de permettre de mieux comprendre les stéréotypes et obstacles socioculturels basés sur le genre parmi les populations cibles (rapatriés et population d'accueil, anciens esclaves). En d'autres termes disposer d'une analyse approfondie des facteurs socioculturels qui se dressent en obstacles devant l'accession des femmes à tous leurs droits sociaux, politiques, familiaux et autres.

- Sur la base des résultats de cette étude et à travers une approche participative impliquant les multiples parties prenantes clés, élaborer un argumentaire afin de contrebalancer ces stéréotypes.

Travail demandé et résultats attendus :

Principaux sujets à traiter dans le cadre de la présente étude :

- Recueil et synthèse des différents stéréotypes dans les zones d'intervention du projet.,
- Analyse des obstacles socioculturels dans le cadre de l'émergence de la femme mauritanienne ;
- Analyse des textes juridiques, visant à réduire ou à éliminer les obstacles socio culturels en vigueur et obstacles à leur application ;
- Incidence des facteurs culturels sur les relations entre les hommes et les femmes ;
- Proposer des recommandations
- Elaborer un argumentaire accompagné d'un plan de suivi ;
- Organiser et animer deux ateliers de restitution (une dans les Hodhs et l'autre au Brakna ou Trarza)

Processus méthodologique

L'étude s'étalera sur une période de 60 jours qui pourraient, à titre indicatif, être ainsi répartis selon les différentes étapes suivantes :

Etape 1 : 10 jours pour la production de la méthodologie et des outils de collecte et d'analyse des données incluant révision et ajustement aux recommandations du comité de pilotage ;

Etape 2 20 jours pour la collecte et le traitement des données ;

Etape 3 : 10 jours pour la production et le dépôt du draft initial de l'étude

Etape 4 : 5 jours pour la collecte des recommandations du comité de pilotage et leur intégration au rapport avant sa finalisation.

Etape 5 : 15 jours pour la production et le dépôt du draft initial de l'argumentaire

Etape 6 : 5 jours pour la collecte des recommandations du comité de pilotage et leur intégration à l'argumentaire avant sa finalisation.

Etape 7 : 3 jours pour le partage des résultats de l'étude et de l'argumentaire (préparation d'un atelier à Nouakchott, animation de l'atelier et élaboration d'un rapport)

Les éléments méthodologiques suivants seront notamment à considérer :

- 1- Examen du programme MDG prévention des conflits, des documents nationaux stratégiques, des documents de base des actions en cours ;
- 2- Analyse de la documentation portant sur des études similaires régionales ou africaines en vue d'un enrichissement de la méthodologie, de l'analyse et des recommandations;
- 3- Analyse des contextes socio-culturels, géographiques et ethniques des populations cibles ;
- 4- Combinaison d'entretiens individuels et de groupe structurés et/ou semi-structurés et de focus-groups avec les communautés cible y inclus l'observation participante et non participante ;

La démarche devra être mixte combinant de manière cohérente et complémentaire des méthodes de recherche et d'analyse qualitative et quantitative.

Profil recherché

Un équipe de consultants qui doit disposer du profil suivant :

- disposer dans l'équipe d'un titulaire d'un diplôme universitaire dans le domaine des sciences sociales (anthropologie, sociologie ou autres domaines connexes avec au moins 10 ans d'expérience).
- disposer dans l'équipe d'un spécialiste en communication
- Etre expérimenté/e en matière d'études anthro-sociologiques ;
- Etre expérimenté/e dans les approches participatives et des droits humains ;
- Etre bilingue (français et arabe/hassanya), l'étude devant se faire cependant en français la maîtrise parfaite du français parlé et écrit est indispensable. L'équipe de recherche doit disposer de personnes ressources parlant le pular ;
- Avoir des capacités avérées de rédaction, d'analyse, de synthèse et d'expression orale ;
- Etre disponible pour effectuer ce travail sur une période de 68 jours (voir le processus méthodologique).

Documents à soumettre dans l'offre de service

- Un budget estimatif de tous les coûts afférents à l'étude
- Un descriptif du contenu technique ainsi que des grandes lignes de la méthodologie de l'étude
- Le descriptif de l'institution et/ou le CV du/de la/ des consultant/es doivent être annexés à la proposition.

Coût de la consultation

Les honoraires seront définis après analyse des offres techniques et financières.

Soumission des offres

Les offres doivent être soumises sous plis fermés avec deux enveloppes séparées l'une contenant l'offre technique et l'autre l'offre financière, en spécifiant sur chaque enveloppe le type d'offre (technique ou financière).

Adresse de soumission de l'offre : UNFPA, Ilot K N°159-161. B.P. 620 Nouakchott. A indiquer sur l'enveloppe : Recrutement d'un/e consultant/e national pour la réalisation d'une étude sur les stéréotypes et obstacles socioculturels basés sur le genre.
Ou par e-mail à l'adresse suivante : diakit@unfpa.org

Date limite de dépôt des offres: **15 mai 2010.**

Diffusion autorisée par : **Diene Keïta, Représentante**

